

La MEF à l'échelle du Cotentin

DEPUIS deux ans, les responsables de la Maison de l'emploi et de la formation veulent étendre les services qu'ils proposent à l'échelle de la nouvelle communauté d'agglomération. Cette année 2018 devrait être l'année de concrétisation, avance la présidente de la MEF Claudie Launoy. Ce sera en particulier le cas pour la mission locale. 2 500 jeunes ont été concernés en 2017. « Les jeunes rencontrent un frein certain dans leur insertion professionnelle, la mobilité. Pour les toucher, il faut davantage de proximité. » Une permanence devrait ainsi ouvrir à Montebourg.

C'est aussi le cas en direction des personnes les plus éloignées de l'emploi : le plan local d'insertion par l'économie, cantonné jusqu'à présent sur les anciennes communautés de communes de la Hague, des Pieux et Cherbourg-en-Cotentin, va être étendu rapidement sur Valognes. « Notre objectif est d'accompagner un millier de personnes cette année. » Cet accompagnement est d'autant plus nécessaire que la reprise économique observée dans le Cotentin bénéficie plutôt aux publics les moins fragilisés. Ce qui n'est pas le cas pour les plus de 50 ans et les demandeurs d'em-



➔ Lors de la cérémonie de vœux à la MEF, Claudie Launoy a rendu hommage au travail accompli par Jean-Christophe Couty, d'EDF, disparu en début d'année.

ploi inscrits depuis plus d'un an. Le parcours d'insertion proposé dans le cadre du PLIE s'est adapté, passant de vingt-quatre à trente mois. « Je vous laisse imaginer l'endurance et le courage de ces personnes. C'est à nous de trouver les bons moyens pour les accompagner », insiste Claudie Launoy.

Trente marchés

Pour répondre à ces situations, les clauses d'insertion, au travers de trente marchés publics dont la construction de l'usine de pâles, ont permis l'an passé à 143 personnes de bénéficier de 23 000 heures d'insertion. Autre exemple, le grand chantier de l'EPR de

Flamanville qui a permis de former 1 135 demandeurs d'emploi, avec un taux d'embauches de 87 %. Mais ces clauses sociales et la gestion prévisionnelle territorialisée des emplois et des compétences font partie des services des maisons de l'emploi qui ne seront plus financés par le gouvernement. « Pour la MEF du Cotentin, le budget de ces activités est d'environ 720 000 euros, financés à 50 % par l'État. Nous avons engagé un travail auprès de nos partenaires pour trouver des réponses évitant de remettre en cause services et emplois », relève la présidente.

Jean LAVALLEY